

LA FORCE DE LA PAIX



VISITE EN IMAGES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, BAN KI-MOON EN CÔTE D'IVOIRE



Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

EDITORIAL

UN MOIS DÉCISIF POUR LA SORTIE DE CRISE EN CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement ivoirien, a fixé, le 14 avril, la date du scrutin présidentiel au 30 novembre 2008. Les débats qui ont concouru à l'annonce de cette date ainsi que les actions qui ont suivi ont fait de ce mois, le mois mémorable pour le processus de paix en Côte d'Ivoire.

Le 14 avril 2008, le président ivoirien Laurent Gbagbo, signe un décret fixant la date de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, au 30 novembre 2008. Cette date est publiée, à l'issue du Conseil des Ministres extraordinaire tenu le même jour. Désormais, le processus de sortie de crise connaît une plus grande lisibilité. Les partis politiques et les organisations internationales dont l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) saluent cette avancée.

« Depuis que l'ONUCI a été déployée ici, il y a quatre ans, il n'y a jamais eu de date proposée par la CEI [Commission électorale indépendante] et adoptée par le gouvernement, c'est en cela que c'est une avancée significative dans le processus électoral et de façon plus large dans le processus de paix », a expliqué le 15 avril, le porte-parole de l'ONUCI, Hamadou Touré, lors de la traditionnelle conférence de presse hebdomadaire, exceptionnellement tenue le mardi, au lendemain de l'annonce de la date du scrutin.

Si la publication de la date de l'élection présidentielle a retenu beaucoup plus l'attention, la signature d'autres textes de lois capitaux pour le processus de paix, ont tout aussi marqué la même période. Il s'agit de textes tel l'ordonnance portant des ajustements au code électoral pour les élections générales de sortie de crise, le décret qui régit la collaboration entre l'Institut national de la statistique (INS) et la société Sagem-Sécurité et le décret de convocation du collège électoral, en vue de l'élection du Président de la République.

Au nombre des développements significatifs qui se sont poursuivis pendant le mois, on note la signature, le 17 avril, d'une convention entre l'Etat de Côte d'Ivoire et la Société Sagem-Sécurité, l'opérateur technique chargé du processus d'identification de la population et du recensement électoral, la suppression des laissez-passer par les forces Nouvelles et l'annonce de la reprise du regroupement de leurs ex-combattants.

C'est dans ce contexte d'engagement des Ivoiriens pour la sortie de crise que le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, a lancé un appel à la communauté internationale pour un appui accru au processus de paix en Côte d'Ivoire. M. Choi s'était, auparavant, impliqué dans les diverses étapes clés qui ont précédé l'adoption des décisions importantes au cours du mois. Il s'était notamment entretenu, jeudi 10 avril, avec le Premier ministre ivoirien, Guillaume Soro, sur l'importance du désarmement et des élections pour la sortie de crise dans le pays. Il s'est ensuite rendu vendredi, 11 avril, à Ouagadougou où il a évoqué avec le Facilitateur de l'Accord de Ouagadougou, le Président burkinabé Blaise Compaoré, la nécessité de donner une nouvelle impulsion au processus de paix. Il a pris part samedi 12 avril, à des réunions visant à examiner des projets de textes considérés comme fondamentaux pour le processus électoral.

L'implication des Nations Unies dans le processus de paix a été exprimé au plus haut niveau par le Secrétaire General, Ban Ki-moon, qui a effectué une visite officielle dans le pays afin d'assurer les Ivoiriens du soutien de la Communauté internationale.

J'AI MON JUGEMENT J'EXISTE !



BAN KI-MOON EN CÔTE D'IVOIRE POUR APPUYER LE PROCESSUS DE PAIX

Le Secrétaire-Général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a effectué sa première visite officielle en Côte d'Ivoire du 23 au 24 avril 2008. A cette occasion, il a eu des entretiens avec les autorités et a assisté à d'importants événements, donnant un coup de pouce au processus de paix dans le pays.

Arrivé à l'aéroport Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, en compagnie de son épouse, le Secrétaire-Général des Nations Unies a été accueilli en hôte de marque, par une délégation conduite par le Premier ministre Guillaume Soro, les hauts responsables des Nations Unies dans le pays et de nombreux diplomates.

Ban Ki-moon, a aussitôt entamé, au pas de course, une série d'entretiens avec les autorités ivoiriennes. Il a d'abord rencontré le président Laurent Gbagbo dont il a assuré de son soutien, en tant que Secrétaire général des Nations unies, puis a assisté à la signature d'un protocole d'entente entre l'Etat ivoirien, la Commission européenne, le Japon, la France et le Système des Nations unies en Côte d'Ivoire, pour l'octroi de 27 million d'euros destiné aux financements des programmes de sortie de crise et du processus électoral.

M. Ban, a, au deuxième jour de sa visite, accordé des audiences à la classe politique, à la société civile et à la Commission Electorale Indépendante (CEI), évoquant avec chacun d'eux, les problèmes cruciaux relatives à une sortie de crise pacifique. dont la question de l'élection présidentielle, annoncée pour le 30 novembre 2008.

Les Ivoiriens avaient pris une série de mesures visant à tenir le délai fixé pour le scrutin présidentiel. En plus de cela, les partis politiques ivoiriens avaient élaborés sous la houlette de la Commission Electorale Indépendante (CEI), un Code de bonne conduite en période électorale.

Le Secrétaire général a assisté, à la signature par les représentants d'une



Le S.G de l'ONU s'est adressé à la presse à l'issue de chaque événement © UN / ONUCI / Eskindes Debebe

trentaine de partis politiques de ce code, lors d'une cérémonie présidée par le Chef de l'Etat, Laurent Gbagbo.

Il a été ensuite élevé à la dignité de Grand Officier de l'Ordre National de la République de Côte d'Ivoire par le Président ivoirien. « C'est un signe de la reconnaissance de la nation ivoirienne pour la paix dans le monde et en Côte d'Ivoire », a dit le Président Gbagbo.

Ban Ki-moon s'est aussi intéressé à quelques œuvres auxquelles ont contribué les Nations unies dans le pays. Il a visité cinq projets visant à lutter contre l'insécurité urbaine, réalisés avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Abidjan.

Le chef de l'institution onusienne s'était adressé, dans une brève cérémonie à Sébroko, au siège de l'ONUCI, aux personnels des Nations Unies déployés dans le pays. Il les a félicités pour leur engagement et les a encouragés dans leurs efforts au service de la paix et du développement. M. Ban a aussi déjeuné avec les soldats de la paix.

Concluant sa visite de 36 heures en terre ivoirienne, à l'occasion d'une conférence de presse, M. Ban a déclaré être satisfait, indiquant avoir noté chez les dirigeants ivoiriens une volonté commune d'aller de l'avant. « Je veux pouvoir croire que ces progrès marquent un point de non retour », a-t-il ajouté en lançant un vibrant appel à tous en vue de respecter le code de bonne conduite signé par les partis politiques ivoiriens.

La visite dans la capitale ivoirienne, était l'étape finale d'une tournée en Afrique de l'Ouest entamée le 19 avril par le Secrétaire Général et qui l'avait également conduit au Ghana, au Libéria puis au Burkina Faso, où, il avait auparavant évoqué la situation en Côte d'Ivoire avec le président Blaise Compaoré, le facilitateur de l'Accord de Ouagadougou, actuel boussole du processus de paix dans le pays.

BAN KI-MOON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES : « NOUS RESTERONS AUX CÔTÉS DES IVOIRIENS JUSQU'À LA FIN DÉFINITIVE DE LA CRISE »



Mr. Ban Ki-moon a accordé une interview à l'ONUCI-FM © UN / ONUCI / Eskindes Debebe

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a accordé lors de sa visite en Côte d'Ivoire, une interview à la radio des Nations Unies dans le pays, ONUCI-FM. A cette occasion, il a assuré le peuple Ivoirien de l'engagement des Nations Unies à accompagner le processus de sortie de crise jusqu'à son terme.

ONUCI-FM : Merci Mr. Ban Ki-moon d'avoir accepté de parler sur (ONU-CI FM) la radio des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Mr le Secrétaire Général, vous venez de passer près de 48 heures en Côte d'Ivoire, quel sens donnez-vous à ce voyage à la fois aux autorités Ivoiriennes et à la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire ?

SG : Tout d'abord, je suis très satisfait de ma visite officielle en Côte d'Ivoire, j'ai eu des entretiens avec les différents leaders que j'ai rencontrés.

Je suis particulièrement satisfait de l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire. Je suis en Côte d'Ivoire pour constater sur le terrain, les progrès substantiels qui ont été accompli dans la mise en œuvre de l'Accord Politique de Ouagadougou et je m'informe que c'est un important défi qu'il reste à

relever. Je viens aussi pour rencontrer l'équipe des Nations Unies ici pour examiner avec eux la situation actuelle et pour les encourager à persévérer dans l'exécution des tâches qui leur ont été confiées. Les Nations Unies ont une contribution importante à apporter au processus de résolution du conflit en Côte d'Ivoire, conformément au mandat assigné à l'ONUCI par le Conseil de sécurité.

ONUCI-FM : Mr. Ban Ki-moon, l'Accord Politique de Ouagadougou pour la sortie de crise en Côte d'Ivoire, induit de nouvelle donne à l'ONU; Celle désormais d'accompagner les Ivoiriens dans l'organisation des élections par leur financement. L'ONUCI jouera également un rôle de certification. Il s'agit semble t-il, d'une nouvelle expérience d'une mission de paix. Monsieur le Secrétaire général quel leçon peut-on tirer à ce stade ?

SG : Les leçons seront tirées à la fin de cette expérience nouvelle dans le cadre de maintien de la paix. En attendant, tout sera fait pour s'assurer de la réussite afin de nous permettre de nous inspirer de cette expérience dans la planification et le déploiement futur des missions de maintien de la paix. En

tout état de cause, nous prendrons en considération, les mérites et les exigences d'une approche nationale et régionale, les efforts de règlement de conflits en Afrique et dans le reste du monde.

ONUCI-FM : Mr. le Secrétaire général, parallèlement au déroulement du processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire, les questions liées aux Droits de l'Homme, notamment celles des violences faites aux femmes et aux enfants surgissent de temps en temps. A ce effet, vous avez lancé une initiative pour une réponse plus efficace contre ces phénomènes, contre ces violations là, alors comment voyez-vous concrètement sa déclinaison, la déclinaison d'une telle initiative sur le terrain ici en Côte d'Ivoire ?

SG : Les agences et programmes du système des Nations Unies, présents sont préoccupés par ce fléau et ont déjà entrepris des mesures pour appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre d'un plan d'action pour le combattre. Tout le monde doit s'impliquer dans cet effort pour assurer la cohésion sociale et le respect mutuel de peur de ne pas être endommagé par ce genre de crime.

ONUCI-FM : Mr. le Secrétaire général, je vous remercie, auriez-vous un message pour les Ivoiriens ?

SG : Je suis très satisfait de ma visite et je voudrais assurer les populations que les Nations Unies resteront à leurs côtés jusqu'à la sortie définitive de la crise. Elles ont payé le plus lourd tribut au conflits, je les encourage donc à soutenir les efforts en cours et les exhorte à demeurer optimistes.

ONUCI-FM : Mr. Ban Ki-moon, je vous remercie au nom de tout le personnel d'ONUCI-FM.

SG : Je vous remercie !!!

MADAME BAN SOON-TAEK APPORTE DE LA CHALEUR AUX ORPHELINS D'ADJAMÉ

En marge de la visite officielle de 36 heures du Secrétaire général des Nations unies en Côte d'Ivoire du 23 au 24 avril 2008, son épouse Mme Yoo Ban Soon-taek qui l'accompagnait, a rendu visite à un orphelinat dans le quartier populaire d'Adjamé.



Mme Ban Soon-Taek © UN / ONUCI / E.D

Madame Ban Soon-taek a visité les locaux de la pouponnière et a partagé d'intense moment d'émotion et de complicité avec les 29 pensionnaires du centre Thérèse Houphouët-Boigny. « Je suis grand-mère, j'adore les enfants » a-t-elle indiqué tout en berçant et caressant le bébé endormi dans les bras protecteur de celle qui a été intronisée un quart d'heure plus tard, « Reine de la pouponnière ». Echangeant ici et là avec les enfants, s'inquiétant de leur bien-être et de leur santé, madame Ban Soon-taek n'a pas hésité à s'informer de l'organisation et du fonctionnement de l'orphelinat.

La sœur Madeleine Lobouet Tchikpo s'est volontairement prêtée à ses questions en présentant le centre entièrement réhabilité grâce au financement de l'ONUCI à travers son projet à impact rapide. « Les locaux étaient délabrés et l'électricité défaillant », a fait remarquer sœur Madeleine.

Aujourd'hui, la directrice et les assis-

tantes sociales se disent heureuses de travailler dans un centre dont les murs ont fraîchement été repeints, les toits refaits et un don d'équipements électro-ménagers gracieusement offert par l'ONUCI.

« Il y a une meilleure amélioration du cadre de vie des enfants ce qui a eu pour conséquence la diminution radicale de beaucoup de dermatoses », a insisté sœur Madeleine.

L'épouse du Secrétaire général des Nations Unies était accompagnée par la Représentante de la Première Dame ivoirienne, Madame Koné Fanta qui s'est dite touchée par tant de sollicitude.

La veille, Madame Ban Soon-taek avait été l'hôte d'un déjeuner offert par la Première Dame de Côte d'Ivoire, Madame Simone Gbagbo, en la résidence présidentielle. Plusieurs responsables d'associations et d'Ong, ainsi que des femmes de différentes sensibilités avaient été conviées au déjeuner.

pourra de temps, en temps dire de bonnes choses à son mari sur le pays », a poursuivi la Première Dame.

Partageant la joie de madame Gbagbo, madame Ban Soon-taek s'est dite également heureuse d'avoir l'opportunité de rencontrer toutes ces ivoiriennes qui représentent ». Vous êtes une Première dame très active qui avez beaucoup de poids dans votre pays en tant que leader », a-t-elle souligné.

C'est en compagnie du Secrétaire général des Nations Unies que Madame Ban Soon-taek a rendu visite aux casques bleus de l'ONUCI dans le camp jordanien d'Ivoire Café avec lesquels elle a partagé le repas de corps.

Le Chef de l'Etat, Laurent Gbagbo, en élevant le 25 avril, M. Ban Ki-moon au rang d'Officier de l'Ordre National de Côte d'Ivoire, lors de la cérémonie de signature du Code de bonne conduite en période électoral par les partis poli-



L'épouse du S.G de l'ONU en compagnie de la Première Dame de Côte d'Ivoire © UN / ONUCI / Eskindes Debebe

Madame Gbagbo s'est dit heureuse et honorée de recevoir l'épouse du Secrétaire général des Nations Unies afin, a-t-elle ajouté « qu'elle connaisse bien la Côte d'Ivoire ». « Ainsi, elle

tiques ivoiriens, a rendu un hommage à Madame Ban Soon-taek.

Juliette Amantchi

LES FORCES NOUVELLES SUPPRIMENT LES LAISSEZ-PASSER D'ACCÈS À LEURS ZONES



La libre circulation devient une réalité avec le regroupement des soldats de l'ex rebellion © UN / ONUCI

Les Forces Nouvelles ont annoncé le 22 avril, la suppression des laissez-passer imposés aux voyageurs qui vont dans leurs zones. Cette décision fait suite à une longue réunion qu'elles ont tenu à Bouaké avec le Premier ministre du gouvernement de réconciliation nationale, Guillaume Soro, également Secrétaire Général des Forces Nouvelles.

La réunion qui portait sur les questions de l'unicité des caisses de l'Etat et du regroupement des ex-combattants a rassemblé l'ensemble des commandants de la zone au Secrétariat général des Forces Nouvelles à Bouake.

Ont également assisté à cette rencontre, le Représentant du Facilitateur, Boureima Badini, le Représentant Spécial adjoint principal de l'ONU en Côte d'Ivoire, Abou Moussa, les Forces Impartiales, le Centre de Comman-

dement Intégré (CCI), le Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC) et des membres du cabinet du Premier Ministre.

C'est le Secrétaire National à l'Economie des Forces Nouvelles, Moussa Dosso qui a annoncé la suppression des laissez-passer d'accès à leurs zones « à compter de ce jour ». Il s'adressait à la presse, à l'issue d'une longue séance de travail à huis clos avec le Secrétaire général des Forces Nouvelles.

M. Dosso s'était appesanti, à l'occasion, sur l'unicité des caisses de l'Etat, rappelant la mise en place par le président de la République, le Premier Ministre et le Facilitateur d'un comité technique de réflexion suite à la signature des accords complémentaires de Ouagadougou.

Le Général Soumaila Bakayoko, chef d'état-major des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) qui s'était également adressé à la presse avait expliqué que le moment était venu de passer au regroupement effectif des ex-combattants des Forces Nouvelles. Il a expliqué que ce moment était arrivé après avoir franchi des étapes comme le processus de regroupement des ex-combattants dans une phase-pilote, la réception des sites de regroupements de Ferkessédougou, de Kani et d'Odienné, réhabilités et équipés par l'ONUCI, etc.

Le Général Bakayoko a poursuivi en expliquant que ce processus se ferait en quatre étapes. La première étape consistera à regrouper les ex-combattants de Bouaké et Séguéla à partir du 2 mai puis successivement -après évaluation des moyens disponibles- il en serait de même pour les ex-combattants de Katiola et de Mankono, de Man, Toubia et Odienné et finalement de Korhogo, Boundiali et Bouna.

Le Premier ministre Guillaume Soro, avait auparavant fait le point de l'application de l'accord politique de Ouagadougou, relevant les acquis obtenus et le climat de confiance qui s'est progressivement installé au sein de la population.

Il a également évoqué « le coup d'accélérateur donné au processus électoral », qui s'est traduit notamment par l'adoption d'une série d'ordonnances en Conseil des Ministres et par la fixation de la date des élections présidentielles au 30 novembre 2008. « Il n'y aura aucun prétexte pour ne pas aller aux élections », a ajouté le Premier ministre.

Concernant le regroupement des ex-combattants, le Premier Ministre a appelé ses hommes à avancer de façon à « atteindre une vitesse de croisière ». Il leur a aussi demandé de lui faire part de la méthode qu'ils adopteraient pour y parvenir.

Yannick Buchli

L'ONUCI FORME LA SOCIÉTÉ CIVILE DE YOPOUGON ET D'ADJAMÉ À LA CULTURE DE LA PAIX

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé, pendant le mois d'avril, deux séminaires de formations sur la culture de la paix, au profit des collectifs et associations de la société civile d'Adjamé et de Yopougon. Ces événements, ont favorisé des contacts fructueux entre l'ONUCI et les populations concernées.

Au cours du séminaire d'Adjamé, qui s'est tenu du 05 au 06 avril à l'Institut Nationale de la Santé Publique, quelques 400 membres de la société civile ont assisté à des présentations et participé à des ateliers de réflexion. Les thèmes retenus étaient « Education de la société civile à la Culture de la Paix », présenté par Me Lucien Mathieu Ngouin-Claih, « Société civile et culture Electorale », par M Gervais Sako Boga et « Prévention, gestion et résolution des conflits » par Didier Semian et Madame Marguerite Yolibi.

Les participants à l'atelier d'Adjamé, enrichis par les débats, ont fait de nombreuses recommandations et ont dressé un plan d'action, en vue de jouer une partition plus significative dans le processus de sortie de crise. Des autorités administratives et politiques dont le député de la localité et les représentants du ministre de la réconciliation nationale ainsi que du maire, ont salué les efforts de l'ONUCI et encouragé les participants.

Le séminaire de Yopougon, qui s'est déroulé du 25 au 26 avril, à l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer, avait, quant à lui, pour thème principal, « la société civile s'implique dans la promotion de la culture de la paix ».

A l'instar de celui d'Adjamé, le séminaire de Yopougon qui a accueilli 500 jeunes patriotes, a permis aux participants d'échanger avec les structures qui composent la mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire afin de mieux comprendre leur mandat respectif. Les participants au séminaire de Yopougon ont également participé à des ateliers portants sur quatre thèmes. « Education



Les participants ont affiché un vif intérêt lors des ateliers © UN / ONUCI

de la jeunesse à la culture de la paix », « Prévention, gestion et résolution des conflits », « Entrepreneuriat et cohésion sociale » et « Lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles », animés respectivement par le Pr. Gérard Dago Lezou, Titulaire de la Chaire UNESCO de l'Université de Cocody, Mme Ténin Touré-Diabaté, Enseignante-chercheur au Département de Sociologie politique de l'Université de Cocody, Mme Safoura Fadiga, Directrice Générale de SAFI et membre du Conseil économique et social, Mme Rosalie Botty Lou, Présidente de la Mutuelle pour la commercialisation des produits vivriers, et Me Christiane Bitty-Kouyaté, Notaire, Présidente de l'ONG « Plate forme des femmes pour gagner ». Le séminaire de Yopougon, qui s'est ouvert en présence de plusieurs autorités politiques et administratives d'Abidjan dont le Préfet de la Région des Lagunes (Abidjan) M. Sam Etiassé, a également été soldé par un plan d'action.

A l'ouverture de chaque séminaire, à Adjamé comme à Yopougon, Mme Margherita Amodeo, Directrice du Bureau de l'information publique de l'ONUCI, s'était adressée, au nom du chef de la Mission, aux populations. Elle avait exprimé la satisfaction des Nations Unies de nouer des partenariats stratégiques entre l'ONUCI et les associations de la société civile, les

invitant à s'impliquer inexorablement dans la consolidation du processus de paix.

Mme Amodeo a salué en particulier, les séminaristes de Yopougon, en majorité des membres d'organisations patriotiques- autrefois hostiles aux Nations Unies- insistant sur le fait que la tenue du séminaire sur l'espace communal de Yopougon était le signe du changement positif de cette jeunesse. « Les idées qui avaient naguère servi de base à des actions de violences sont progressivement en voie de s'estomper », s'était-elle réjouie. Ces séminaires organisés par l'ONUCI ont été salués par les autorités et les responsables de la société civile. « Cette nouvelle initiative de l'ONUCI répond à nos attentes et à nos préoccupations, en ce sens qu'elle contribue à faire de nos citoyens des agents de développement », s'était satisfait, M. Sanogo Issa, représentant le maire d'Adjamé. « Notre collectif se mettra à la disposition de l'ONUCI pour relayer les messages de paix et de réconciliation auprès des populations, en servant de courroie de transmission », s'était engagé Jean-Jacques Zaté Deza, Président du collectif et associations de la société civile de Yopougon, témoignant ainsi du bon accueil réservé aux messages de paix passé par l'ONUCI.

Parfait Kouassi

LES POPULATIONS DE DIMBOKRO DEMANDENT L'ARRET DES VIOLS CONTRE LES FEMMES ET LES ENFANTS

Après avoir réaffirmé notre disponibilité à soutenir le processus de paix nous tenons à lancer un vibrant appel tant aux populations et autorités de Dimbokro, qu'à toute la Nation ivoirienne, afin que cessent toutes formes de violences exercées contre les femmes et les enfants ».

Ce cri de cœur a été lancé le 3 avril 2008 à Dimbokro par les femmes, les jeunes, les chefs traditionnels et les

pouvoir vivre à nouveau correctement. Elles ont indiqué qu'elles feront tout pour s'inscrire sur la route de la Paix, tracée par l'ONUCI à travers ses actions entreprises sur le terrain et par les dispositions de l'Accord Politique de Ouagadougou.

Cependant, les groupes cibles ont rappelé qu'en déphasage avec les avancées constatées dans le processus de paix, un fait odieux vient noircir le

bafouée. Ils en appellent donc à la mobilisation nationale et internationale pour mettre un terme à ce genres d'actes qui restent généralement impunis.

Le chef de délégation de l'ONUCI, Margherita Amodéo, Directrice de l'Information Publique, a indiqué que l'ONUCI continuera à appuyer les efforts des Ivoiriens vers le retour de la paix. Cependant a-t-elle précisé, « tout effort



Les chefs traditionnels ont demandé des actions contre les violences faites aux femmes © UN / ONUCI

médias du Département qui se sont rencontrés en marge du forum organisé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) dans le cadre d'échanges avec les différentes couches de la société civile afin de voir comment les populations de la région peuvent s'approprier le processus de sortie de crise.

Au cours du Forum, ces différentes composantes ont indiqué que le message de l'ONUCI a bien été entendu et qu'elles ont soif de paix afin de

tableau, à savoir la recrudescence sur l'ensemble du territoire ivoirien des violences à l'encontre de personnes vulnérables dont les femmes qui subissent quasi quotidiennement des viols et les enfants qui font également les frais de certaines violences.

Les femmes, les jeunes, les chefs traditionnels et les médias de Dimbokro ont donc lancé un appel afin que des actions énergiques soient entreprises pour mettre fin au viol des femmes qui voient leur intégrité physique et morale

de réconciliation et de cohésion sociale ne peut se faire si des actes criminels comme les viols se poursuivent ». Il faut rappeler que durant le forum, suscitant un vif émoi au sein de l'assistance, une troupe théâtrale, « Les Rigoles de Dimbokro », a campé le drame des viols vécus pendant et après le conflit armé en Côte d'Ivoire par les femmes et les violences perpétrées sur les enfants.

Marie Mactar NIANG

L'ONUCI ET LES ASSOCIATIONS DE FEMMES S'ACCORDENT POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES.



Les violences sexuelles constituent une préoccupation nationale © UN / ONUCI

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a rencontré, le 17 avril, à son siège à Sebroko, plusieurs associations et réseaux de femmes responsables de divers secteurs d'activités économiques et sociales ainsi que des agences du système des Nations unies telles que l'UNICEF, l'UNIFEM, le FNUAP et OCHA.

Cette rencontre visait à amener les associations et ONG féminines à proposer des stratégies de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en Côte d'Ivoire. Elle a débouché sur la création par les femmes de quatre comités, chargés de proposer des initiatives qui s'inscriront dans un plan d'action autour de quatre principaux axes, à savoir la prise en charge, la formation, la lutte contre l'impunité, la sensibilisation et la prévention.

Des rencontres sont prévues, à partir du mardi 22 avril 2008, avec les comités, en vue d'élaborer le plan d'action, qui sera validé lors d'un atelier.

La réunion du 17 avril avait été convoquée par l'ONUCI suite aux cas de viol enregistrés récemment à Bangolo et à

des appels lancés par la société civile de Dimbokro pour la lutte contre les violences sexuelles, a noté la Directrice du Bureau de l'Information Publique, Margherita Amodeo. Elle a appelé les femmes à réagir à ces violations, tout en ajoutant que l'ONUCI est prête à soutenir les organisations qui veulent aider à lutter contre les violences faites

aux femmes.

Aussi, a-t-elle donné un aperçu de ce que l'ONUCI, à travers ses divisions et unités chargées de l'information publique, des Droits de l'Homme, du Genre et de l'Etat de droit ainsi que la police onusienne (UNPOL), pourrait faire avec les organisations de femmes dans ce domaine.

Pour exécuter ce projet, a-t-elle précisé, l'ONUCI compte s'appuyer sur le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, celui de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales, ainsi que celui de l'Intérieur.

Pour sa part, le commissaire Campiche de l'UNPOL a indiqué qu'il faudra attirer l'attention des populations, tant des actions restent à mener.

M. Trah Siagbé, chargé du Genre à l'ONUCI, a, lui aussi, mis l'accent sur l'ampleur de la tâche qui attend les organisations féminines et leurs alliés dans la lutte contre les violences sexuelles en montrant les fondements socioculturels de tels abus.



Bakary Bakayoko

L'ONUCI A L'ECOUTE DES POPULATIONS D'ABENGOUROU

Le Forum itinérant d'informations et d'échanges de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) avec les populations ivoiriennes, s'est tenu le 9 avril 2008 à Abengourou, capitale de la Région du Moyen-Comoé, dans l'Est du pays. S'adressant à plusieurs centaines de participants, parmi lesquels le Maire de la ville, M. Nicolas Kouassi Akon, les représentants du Préfet, du Président du Conseil Général et du Roi de l'Indénié, Sa Majesté Nanan Boa Kouassi III, Mme Margherita Amodeo, Directrice du Bureau de l'Information de l'ONUCI, a déclaré que « l'institution est à l'écoute des populations ivoiriennes afin de mieux cerner leurs préoccupations et remplir encore plus efficacement sa mission de promouvoir le processus de paix en Côte d'Ivoire ».

Mme Amodeo qui s'exprimait au nom du Chef de la Mission, M. Y.J. Choi, a salué les progrès réalisés sur le chemin de la paix par les parties ivoiriennes depuis la signature de l'Accord politique de Ouagadougou.

Toutefois, elle a souligné qu'il « reste encore beaucoup de travail à abattre », citant en particulier les domaines « du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des ex-combattants (DDR), du processus d'identification, du



Les populations d'Abengourou a exprimé son engouement à la paix © UN / ONUCI

redéploiement de l'administration et de la préparation du processus électoral » qui conditionnent, a-t-elle souligné, la « conduite d'élections transparentes et libres, ouvertes à tous ».

Mme Amodeo s'est également fait l'écho des préoccupations formulées par diverses associations de la société civile d'Abengourou, s'agissant des violences récurrentes exercées à l'encontre des femmes et des enfants,

incluant viols, attaques et assassinats. Elle en a appelé à la fois « aux Autorités administratives et aux populations pour se mobiliser et mettre un terme à ces actes qui sont des atteintes à la dignité humaine ».

Auparavant, le Maire, ainsi que les représentants du Roi et du Préfet s'étaient succédés à la tribune pour saluer les efforts accomplis par l'ONUCI pour soutenir les Ivoiriens et le processus de paix. Ils ont exprimé leur satisfaction pour l'organisation du Forum et se sont félicités des échanges suscités à cette occasion.

Le Forum a noté les recommandations proposées par les composantes de la société civile notamment les femmes, les jeunes et les médias, à l'issue des ateliers organisés la veille. Ces recommandations, de même que les observations et propositions formulées par les Autorités, formeront la matrice d'un plan d'action appuyé par l'ONUCI, pour des actions à court et moyen terme, destinées à soutenir les populations de la région.



Les femmes ont dansé pour saluer les efforts de l'ONUCI © UN / ONUCI

Yannick Buchli

L'ONUCI FORME 50 JOURNALISTES À LA COUVERTURE DES ÉLECTIONS



L'ONUCI aide les médias à réserver une couverture potable aux futures élections © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé fin mars et début avril, deux séminaires de formation de 50 journalistes dans le cadre de son programme de développement des médias.

Les sessions de formation ont porté essentiellement sur les rapports professionnels dans un environnement volatile comme la période électorale, et le pluralisme dans les médias.

A Korhogo, plus d'une trentaine de journalistes de la région des Savanes ont

été formés à la gestion de l'information en période électorale, du 26 au 30 mars, au Bureau régional de l'ONUCI.

A Yamoussoukro, dix-huit journalistes, correspondants des principaux quotidiens et de la radio des Nations Unies dans le pays, ONUCI FM, travaillant dans la région des Lacs, ont été formés sur le même thème, du 07 au 11 avril, au sein du Bureau régional de l'ONUCI à Yamoussoukro.

D'importantes questions liées à la responsabilité sociale, à l'impartialité, à

la couverture de l'actualité et les risques de manipulation de l'information ont été débattues et analysés durant les ateliers, qui comprenaient des exercices pratiques. « Il faut absolument que les médias et les journalistes fassent preuve de beaucoup d'objectivité et de responsabilité. Car, même lorsqu'on travaille pour un média qui soutient un parti politique, le journaliste doit toujours faire preuve d'objectivité, chercher l'équilibre et la vérité », avait appelé Margherita Amodeo, la directrice du Bureau de l'Information Publique, lors des cérémonies d'ouverture des ateliers.

Cette activité de l'ONUCI fait partie d'une série de formations, organisées sur toute l'étendue du pays, à l'endroit des médias, depuis juin 2007, pour renforcer leurs capacités à assurer une couverture professionnelle des prochaines échéances électorales. Les meilleurs articles fournis par les journalistes lors des travaux pratiques sont en cours de sélection et seront publiés sur le site Web de l'ONUCI. Ces articles traduisent les enjeux que représentent les élections sur le terrain.



Les journalistes ont suivi avec attention les formations de l'ONUCI © UN / ONUCI

Parfait Kouassi

386 CASQUES BLEUS NIGÉRIENS DÉCORÉS DE LA MÉDAILLE DES NATIONS UNIES

Au terme de six mois de mission au sein de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), 382 casques bleus du huitième contingent nigérien et 4 autres casques bleus de différentes nationalités, ont été décorés de la médaille des Nations Unies le 9 avril 2008, au cours d'une prise d'armes présidée par le général El Hadj Mamadou Kandji, commandant adjoint de la force de l'ONUCI à Korhogo.

Le général Kandji, au nom du Représentant spécial du Secrétaire général et du commandant de la force de l'ONUCI, a mis en exergue le professionnalisme qui a caractérisé le travail quotidien du bataillon nigérien. Professionnalisme qui lui a permis de gagner la confiance des populations de Korhogo et de Ferkessédougou. Il a ensuite recommandé aux troupes de continuer leur mission dans le respect

strict du code de conduite prôné par les Nations Unies.

Après avoir confirmé le rôle actif du Niger aux opérations de maintien de la paix depuis 1990 et sa participation à pas moins de six missions, le général Kandji a demandé de « nous souvenir des sept casques bleus nigériens qui ont payé le prix du sang au service de la paix, ici en Côte d'Ivoire et ailleurs ».

Le colonel Mamadou Baraze, commandant du contingent nigérien a tenu à remercier les autorités et la population ivoiriennes de leur soutien au bataillon du Niger déployé par les Nations Unies à Korhogo et à Ferkessédougou.

Soulignant l'importance d'une telle cérémonie pour ses soldats, il a rappelé la contribution active du Niger aux opérations de maintien de la paix depuis 1990 citant notamment celles d'Arabie

Saoudite, du Rwanda, du Burundi, du Libéria, du Timor oriental, d'Haïti, de Guinée-Bissau, de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo et du Soudan.

Le commandant du contingent nigérien a mis en exergue « la disponibilité et l'esprit de solidarité dont ont fait montre les responsables ivoiriens locaux, les membres des agences des Nations Unies, des Ong et de l'ONUCI » ce qui a facilité la tâche de ses compatriotes.

Cette prise d'arme a eu lieu en présence du général Tarek Javed, commandant le secteur Est, du préfet et du maire de Korhogo et d'une délégation officielle du Niger conduite par le colonel Soumaila Garba. En plus de ces invités, la forte communauté nigérienne de la région s'était mêlée à la population de Korhogo venue en nombre pour célébrer cet événement.

535 CASQUES BLEUS GHANÉENS DE L'ONUCI HONORÉS DE LA MÉDAILLE DES NATIONS UNIES

Le Général de Division Fernand Marcel Amoussou, commandant la force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) accompagné de l'ambassadeur du Ghana, Blay-Amihere Kabral, et du Général de Division Samuel Anum Odotei, le chef de l'état-major de l'Armée de terre du Ghana, a présidé, le 17 Avril 2008, à Bondoukou (420km au nord-est d'Abidjan), une cérémonie de décoration de 535 membres du contingent ghanéen de l'ONUCI.

Après la revue des troupes, au cours d'une cérémonie de prise d'armes, le Général Amoussou, au nom du Secrétaire général des Nations unies et de son représentant en Côte d'Ivoire, a décoré de la médaille des Nations Unies, les casques bleus ghanéens, au terme de leur six mois de mission au

sein de l'ONUCI. « Votre professionnalisme a été largement démontré par la façon dont vous avez effectué l'ensemble des tâches qui vous ont été assignées » a-t-il dit aux récipiendaires.

Le Général Amoussou a ensuite remercié les autorités politico-administratives et la population de Bondoukou pour leur soutien à la force de l'ONUCI et les a rassuré en déclarant : « nous sommes ensemble sur la route de la paix, nous ne sommes plus loin du but »

De son côté, le Général Odotei, venu en visite d'inspection des unités ghanéennes de l'ONUCI, a relevé que depuis son arrivée en Côte d'Ivoire et tout le long de ses rencontres à Abidjan, Bouaké et Bondoukou, il avait été touché par les mots gentils à l'endroit des casques bleus ghanéens de

l'ONUCI.

Le chef de l'Armée de terre du Ghana a saisi cette occasion pour « souligner le travail remarquable, que le Général Amoussou a pu réaliser avec la force de l'ONUCI, en créant les conditions de sécurité nécessaires à la mise en œuvre du processus politique, en vu de la restauration d'une paix durable dans ce beau pays »

La délégation ghanéenne est arrivée le 14 avril en Côte d'Ivoire. Elle a eu un échange avec le Général Amoussou à l'état-major de la force à Abidjan, avant de visiter l'unité d'aviation et l'hôpital ghanéens de l'ONUCI à Bouaké, ainsi que le bataillon déployé à Bouna et à Bondoukou. Cette tournée d'inspection prendra fin le 19 avril.